MINISTÈRE DU BUDGET DES COMPTES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Feuillet n°1

DEMANDE DE REMBOURSEMENT PARTIEL DE :

TIPP - FUEL-OIL DOMESTIQUE ☐ **TIPP -** FIOUL LOURD ☐ **TICGN** -GAZ NATUREL ☐

(cochez la ou les cases correspondantes)

ACHETÉS POUR LES ACTIVITÉS AGRICOLES DU 1er JUILLET 2008 AU 31 DECEMBRE 2008

Sous peine d'inéligibilité à la mesure, il ne doit être déposé qu'une seule demande par bénéficiaire N° | | | | | |

☐ **ENTREPRISE INDIVIDUELLE (chef d'exploitation agricole à titre individuel, entrepreneur de travaux agricoles ou forestiers à titre individuel, exploitant forestier à titre individuel)**
☐ **ENTREPRISE SOCIETAIRE (GAEC, EARL, CUMA, SCEA, GFA, SARL, etc…) ou ASSOCIATION**

NOM ET PRENOM du chef d'entreprise ou **NOM** de l'organisme:……………………………………….……. …..
NOM du gérant ou membre associé de l'organisme, habilité à la demande :…………………………………………….
numéro SIRET : [__!__!__!__!__!__!__!__!__] [__!__!__!__!__]
n° SIREN de l'entreprise Établissement

♦***Adresse du siège :***
N° : …………… RUE : ……………………………………………………………………………………………………...….
LIEU DIT : ………
CODE POSTAL : …………………. COMMUNE……………………………………………………………………………

♦**REFERENCES SOCIALES DU DEMANDEUR**
Numéro personnel d'affiliation ou de cotisant en tant qu'employeur à la mutualité sociale agricole ou de redevable à l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) : :…………………………………………………..
Date de naissance du chef d'entreprise :..…/..…/…..
Adresse de la caisse locale de MSA :……………………………………………………………………………………………
Justificatif d'affiliation au régime agricole ou régime social des marins pour la conchyliculture *(voir feuillet n°3)* :
Nature du document produit :………………………………………………………………...……………………………..
N° d'immatriculation MSA ou assimilé :………………………………………

PIECES A JOINDRE IMPERATIVEMENT :

1- **UN JUSTIFICATIF D'AFFILIATION PERSONNELLE (OU DE COTISATIONS EN TANT QU'EMPLOYEUR) AU REGIME SOCIAL SELON LE TYPE D'ACTIVITE :** copie de l'appel de cotisations personnelles (ou comme employeur) établi au nom du demandeur au **titre de l'année 2008**, ou de tout autre document justifiant l'affiliation pour 2008 au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles ou au régime social des marins mentionnant l'armement du navire en conchyliculture - petite pêche (CPP) ;
***ou* SELON LE TYPE DE SOCIÉTÉ (voir feuillet n°3)** justificatif d'affiliation à un régime social d'entreprise éligible à la mesure ; justificatif d'activité de production agricole
2- **LES COPIES DE FACTURES ;**
3- **UN RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE OU POSTAL (RIB).**

Nom de l'établissement bancaire ou postal :
……………………………………………………………………………………………………….…
Nom du titulaire ou de l'organisme titulaire du compte ***(obligatoirement identique à celui du demandeur)***
Nom : [__!__]
Prénom : [__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__]

Numéro du RIB : [__!__!__!__!__] [__!__!__!__!__] [__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__!__] [__!__]

FUEL DOMESTIQUE (1)	Litres éligibles [L] Montant de la déduction de TIPP par litre **X** **0,05 euros** Montant du remboursement (en euros) [= (a)]	**REMBOURSEMENT** **TOTAL** **DEMANDE** **(a+b+c)**
FIOUL LOURD (1)	Tonnes éligibles [T] Montant de la déduction de TIPP par tonne **X** **16,65 euros** Montant du remboursement (en euros) [= (b)]	
GAZ NATUREL (1)	Milliers de kilowattheures éligibles [mKwh] Montant de la déduction de TICGN (par milliers de kilowattheures) **X** **1,071 euros** Montant du remboursement (en euros) [= (c)]	[euros]

RÉCAPITULATIF des FACTURES de FUEL-OIL DOMESTIQUE (FOD) et/ou de FIOUL LOURD (FL) et/ou de GAZ NATUREL (GN)

Le total des quantités de FOD/FL/GN résultant des factures déclarées ci-dessous ne doit pas excéder la/les quantité(s) de FOD/FL/GN réellement utilisée(s) pour les usages professionnels éligibles à la mesure de remboursement partiel.
Les factures prises en compte ne peuvent être que celles libellées au nom du demandeur, exploitant individuel ou société, titulaire du compte bancaire correspondant au RIB fourni. En cas de demande provenant d'une société d'un type spécifique à l'agriculture, la facture doit mentionner explicitement le type de société (GAEC, EARL, SCEA, CUMA, société coopérative agricole, GFA) et sa raison sociale.

REMPLIR UNE LIGNE PAR FACTURE (2)

N° facture	Date facture	Nom et adresse du fournisseur	Quantité de FOD (en litres)
TOTAL DE LITRES ÉLIGIBLES (3)			

N° facture	Date facture	Nom et adresse du fournisseur	Quantité de fioul lourd (en tonnes)
TOTAL DE TONNES ÉLIGIBLES (3)			

N° facture	Date facture	Nom et adresse du fournisseur	Quantité de gaz naturel (en milliers de kilowattheure)
TOTAL DE MILLIERS DE KILOWATTHEURES ÉLIGIBLES (3)			

Joindre une copie des factures

LE DOSSIER **COMPLET**
(demande et pièces justificatives)
est à transmettre, à l'adresse suivante :
TRESORERIE GÉNÉRALE DE *(nom du département du siège de l'exploitation agricole)*
CELLULE « REMBOURSEMENT TIPP-TICGN »
NB : les dossiers sont à déposer avant le 15 avril 2009.

Je soussigné(e) …… atteste sur l'honneur[4] que la quantité totale de FOD, de FL et/ou de GN indiquée sur les factures ci-jointes et ci-après répertoriées a été utilisée uniquement pour les usages professionnels dont je déclare avoir pris connaissance et certifie que les copies des factures présentées sont en parfaite conformité avec les originaux que je détiens et m'engage à produire sur simple demande :

Fait à :……le : …….
Signature du chef d'entreprise

(1) Le montant doit être identique au total des achats éligibles porté sur le feuillet n°2.
(2) Seules sont éligibles les factures dont la date de livraison est comprise entre le 1er juillet 2008 inclus et le 31 décembre 2008 inclus, établies au nom du demandeur (entreprise individuelle, société ou association), lequel doit être identique à celui figurant sur le RIB fourni.
(3) Montant repris sur le feuillet n°1 (demandeur personne physique ou personne morale).
(4) L'article 441-6 du code pénal punit de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.